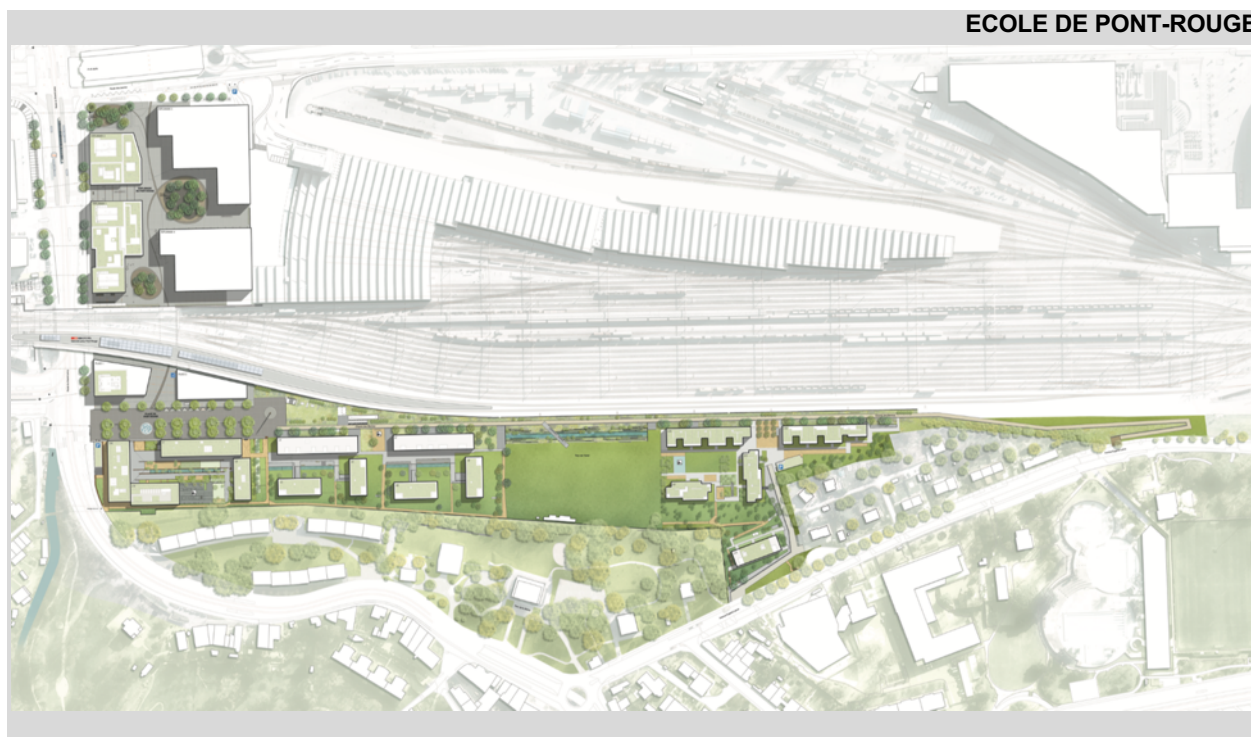




CONCOURS DE PROJETS D'ARCHITECTURE POUR EQUIPES PLURIDISCIPLINAIRES
A UN DEGRE EN PROCEDURE SELECTIVE



DOCUMENT 11.1

PROGRAMME DU CONCOURS



8 octobre 2019

TABLE DES MATIERES

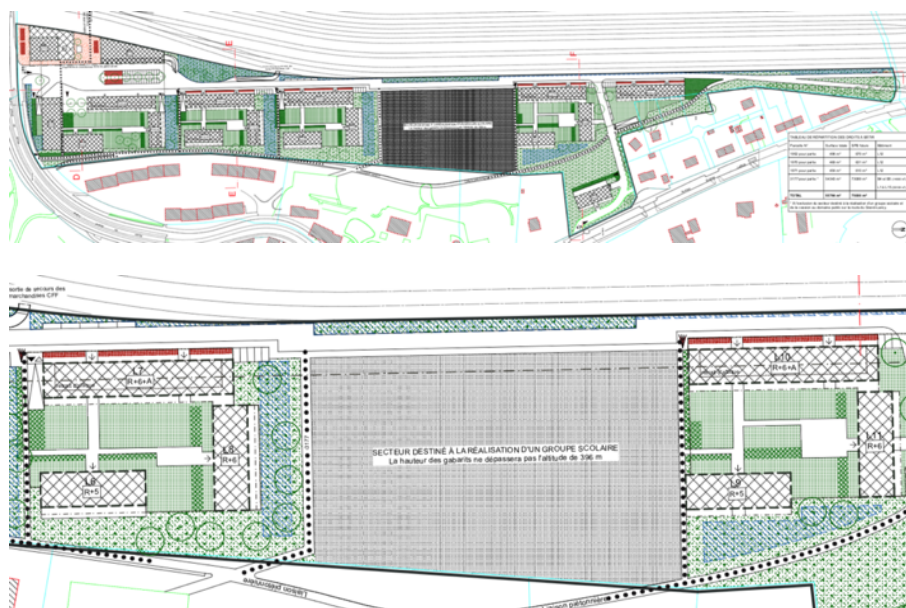
I. CLAUSES RELATIVES AU DEROULEMENT DU CONCOURS.....	3
1. OBJET DU CONCOURS	3
2. MAITRE DE L'OUVRAGE.....	3
3. GENRE DE CONCOURS ET PROCEDURE	4
4. BASES REGLEMENTAIRES.....	4
5. CONDITIONS DE PARTICIPATION ET MODALITES D'INSCRIPTION.....	5
6. DISTINCTIONS	5
7. DECLARATION D'INTENTION DU MAITRE DE L'OUVRAGE.....	6
8. CALENDRIER DU CONCOURS.....	7
9. JURY	7
10. PROCEDURE EN CAS DE LITIGE.....	8
11. 1ERE PHASE – SELECTION DES ARCHITECTES ET DES ARCHITECTES PAYSAGISTES	9
11.1 MODALITES DE PARTICIPATION.....	9
11.2 DOCUMENTS REMIS AUX PARTICIPANTS	9
11.3 DOCUMENTS DEMANDES AUX PARTICIPANTS	9
11.4 FORME ET CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE.....	10
11.5 CONTROLE DE CONFORMITE	11
11.6 CRITERES D'APPRECIATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE	11
11.7 DECISION DE SELECTION.....	11
12. 2EME PHASE – CONCOURS PLURIDISCIPLINAIRES.....	12
12.1 DOCUMENTS REMIS AUX PARTICIPANTS	12
12.2 DOCUMENTS DEMANDES AUX CONCURRENTS A LA PHASE DE CONCOURS	13
12.3 PRESENTATION DES DOCUMENTS.....	14
12.4 PROJET DE CONCOURS SANS VARIANTE	15
12.5 VISITE DES LIEUX	15
12.6 QUESTIONS AU JURY ET REPONSES	15
12.7 REMISE DES PROJETS, IDENTIFICATION ET ANONYMAT	15
12.8 PROPRIETE DES PROJETS.....	16
12.9 PUBLICATION ET EXPOSITION DES PROJETS.....	16
12.10 CRITERES D'APPRECIATION DU CONCOURS.....	16
13. APPROBATIONS	18
II. PRESCRIPTIONS DU CAHIER DES CHARGES.....	19
14. OBJET DU CONCOURS	19
15. OBJECTIFS DU CONCOURS	19
16. LE SITE	21
17. PERIMETRE DU CONCOURS.....	22
18. PROJETS LIMITROPHES EN COURS	22
19. CONTRAINTES / CADRE ENVIRONNEMENTAL A INTEGRER	24
20. PROGRAMME DES ESPACES PUBLICS ET VERTS	27
21. ECONOMIE	28
III. PROGRAMME DES LOCAUX.....	29
22. DEMI-GROUPE SCOLAIRE	29
IV. ABREVIATIONS	34

PROCEDURE

I. CLAUSES RELATIVES AU DEROULEMENT DU CONCOURS

1. OBJET DU CONCOURS

La Ville de Lancy organise un concours de projets d'architecture à un degré, en procédure sélective afin d'en choisir un pour la réalisation du nouveau demi-groupe scolaire selon le plan localisé de quartier Pont-Rouge, Avenue Eugène-Lance (PLQ) n° 29'584 de la Gare LEX de Lancy Pont-Rouge.



Extrait du PLQ n° 29'584

2. MAITRE DE L'OUVRAGE

Le Maître de l'Ouvrage est la Ville de Lancy.

Ville de Lancy
Service des travaux et de l'urbanisme
Dominique Guéritey, architecte chef de service
41, Route du Grand-Lancy
CH 1212 Grand-Lancy

Jours et heures d'ouverture :

Lundi - vendredi 08h00 – 12h00 et 14h00 – 16h00

Courriel ecole.pont-rouge@concourssia.ch

Le secrétariat ne répond à aucune question. Il n'est disponible que pour la remise des documents d'inscription, des projets et des maquettes.

3. GENRE DE CONCOURS ET PROCEDURE

Il s'agit d'un concours de projets d'architecture pour équipes pluridisciplinaires, tel que défini par le Règlement des concours d'architecture et d'ingénierie SIA142, édition 2009, soumis à la législation sur les marchés publics, avec phase sélective. La première phase (phase de sélection) permettra de retenir environ 10 participants sur la base d'un dossier de sélection non anonyme. Cette phase s'adresse aux architectes, ingénieurs civils et architectes paysagistes.

La deuxième phase consistera en un concours de projet anonyme selon le règlement SIA142 (2009).

L'annonce officielle du concours sera publiée sur le site internet du Simap. La langue officielle du concours est le français. Cette condition est applicable à toutes les phases de la procédure du concours et à l'exécution de la suite des prestations.

Par leur participation au concours, les concurrents acceptent le présent programme, les réponses aux questions et la liberté d'appréciation des membres du jury quant à leurs choix. Pendant toute la durée du concours (hormis la phase de la présélection), les participants s'engagent à respecter l'anonymat le plus strict.

En cas de litige devant les tribunaux civils, le for est à Genève.

4. BASES REGLEMENTAIRES

La participation au concours implique, pour l'organisateur, le jury et les concurrents, l'acceptation des clauses du Règlement des concours d'architecture et d'ingénierie SIA 142, édition 2009, du présent document, des réponses aux questions et des prescriptions susmentionnées.

Prescriptions internationales :

- Accord sur les marchés publics (AMP) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC/WTO) du 15 avril 1994 et annexes concernant la Suisse.

Prescriptions nationales (liste non exhaustive) :

- Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.1995.

Prescriptions cantonales :

- Accord Intercantonal sur les Marchés Publics AIMP (L 6 05) du 25 novembre 1994, modifié le 15 mars 2001 ;
- Règlement concernant les mesures en faveur des personnes handicapées dans le domaine de la construction – L 5.05.06 ;
- Loi sur les constructions et installations diverses du 14 avril 1988, consultable sur le site Internet « <https://www.ge.ch/legislation/welcome.html> » ;
- Règlement d'application de la Loi sur les constructions et installations diverses (L 5 05.01) du 27 février 1978, consultable sur le site Internet « <https://www.ge.ch/legislation/welcome.html> » ;
- Règlement relatif à la construction, à la rénovation et à la transformation des locaux de l'enseignement primaire régulier et spécialisé. (RECLEP) C1 10 11 https://www.ge.ch/legislation/rsg/f/s/rsg_C1_10P11.html
- Association des établissements cantonaux contre l'incendie (AEAI) : Normes et directives de protection incendie en vigueur ;
- Loi sur l'énergie (LEn – L 2 30) et son Règlement d'application (REn – L 2 30.01) ;
- Loi sur la Protection de l'Environnement (LPE) et ses ordonnances, notamment l'Ordonnance sur la Protection de l'air (OPair), l'Ordonnance sur la protection contre les accidents majeurs (OPAM), l'Ordonnance sur la Protection contre le Bruit (OPB), l'Ordonnance sur les atteintes portées aux sols (OSOL), l'Ordonnance sur la limitation et l'élimination des déchets (OLED) ;
- Directive pour la valorisation, le traitement et le stockage des matériaux d'excavation et déblais (Directive sur les matériaux d'Excavation), OFEV 1999 ;
- Directive pour la valorisation des déchets de chantier minéraux, OFEV 2006 ;
- Loi sur la gestion des déchets – LGD et son règlement d'application – RGD) ;
- Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux), son ordonnance, OEaux.

Prescriptions communales :

- Cahier des charges de la Ville de Lancy relatif à des marchés de construction du 2 février 2019 ;

Site internet de la législation genevoise : www.ge.ch/legislation/welcome.html

5. CONDITIONS DE PARTICIPATION ET MODALITES D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert à tous les groupes formés obligatoirement d'un architecte (ou d'un groupement d'architectes), responsable du groupe, d'un ingénieur civil et d'un architecte paysagiste. Les partenaires du groupe doivent être établis en Suisse ou dans un Etat signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent une des trois conditions suivantes :

- être porteur, à la date de l'inscription, du diplôme de l'Institut d'Architecture de l'Université de Genève (IAUG/EAUG) ou des Écoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF) ou de l'Académie d'architecture de Mendrisio ou des Hautes Écoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant d'une équivalence ;
- être inscrit, à la date de l'inscription, au Registre des architectes A ou B du REG (Fondation suisse des registres des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement) ;
- être inscrit, à la date de l'inscription, au tableau des Mandataires professionnellement qualifiés (MPQ) ou dans un registre équivalent.

Dans le cas d'un groupement d'architectes, d'ingénieurs civils ou d'architectes paysagistes associés permanent, c'est-à-dire installés depuis au moins un an à la date de l'inscription au présent concours, il suffit que l'un des associés remplisse les conditions de participation. Cependant, aucun d'entre eux (architectes, ingénieurs civils et architectes paysagistes) ne doit se trouver dans l'une des situations définies par l'article 12.2 du Règlement SIA 142 qui porterait à l'exclusion du concours (cf. aux lignes directrices de la SIA 142 sur le site Internet www.SIA.ch sous la rubrique « concours - lignes directrices - conflits d'intérêts »).

Dans le cas d'un groupement d'architectes, d'ingénieur civil ou d'architectes paysagistes temporaire, c'est-à-dire installés depuis moins d'un an à la date de l'inscription au présent concours, tous les membres du groupe doivent remplir les conditions de participation.

Après contrôle de validité des documents reçus, l'organisateur confirmera la participation au concours aux équipes pluridisciplinaires retenues (architectes, ingénieurs civils et architectes paysagistes).

Les membres d'un groupe ne peuvent participer qu'à ce seul groupe, sous peine d'exclusion. De même, les bureaux à plusieurs succursales ne peuvent participer qu'à ce seul groupe.

Les participants sélectionnés sont libres de consulter ou de s'adjoindre d'autres spécialistes de leur choix. Cependant le Maître de l'Ouvrage ne sera en aucun cas liés à ceux-ci. L'organisation du groupement devra être décrite via un organigramme comprenant les noms des mandataires.

Compte tenu de l'importance qu'il accorde à ce thème, le Maître de l'Ouvrage recommande l'élaboration du projet avec un spécialiste en développement durable.

Le programme du concours peut être téléchargé dès le **9 octobre 2019**, sur le site « www.simap.ch ».

6. DISTINCTIONS

Le jury dispose d'une somme globale de CHF 180'000.- HT pour l'attribution d'environ 5 prix et des mentions éventuelles dans les limites fixées par l'article 17 du Règlement SIA 142.

La somme globale a été calculée selon la directive SIA en matière de détermination de la somme globale des prix pour les concours d'architecture, le coût de l'ouvrage étant estimé à CHF 16'000'000.- HT pour les CFC 2 et 4, l'ouvrage étant classé en catégorie IV, n=1, en tenant compte d'une majoration de :

5% pour procédure sélective ;
10% pour coupes constructives ;
15% pour équipe pluridisciplinaire ;

soit au total 30% de prestations supplémentaires selon l'art. 7 de la directive susmentionnée.

Le jury peut classer des travaux de concours mentionnés. Si l'un d'eux se trouve au premier rang, il peut être recommandé pour une poursuite du travail, conformément à l'art. 22.3 du Règlement SIA 142. La décision du jury devra être prise au moins à la majorité des trois quarts des voix et avec l'accord explicite de tous les membres du jury qui représentent le Maître de l'Ouvrage.

Selon l'art 5.4 du Règlement SIA 142 le jury peut, s'il le juge nécessaire, décider de prolonger le concours par un degré d'affinement, d'une manière anonyme et limitée aux projets encore en lice. Le cas échéant, il fera l'objet d'une indemnisation à part de la somme globale des prix et mentions. Le classement des projets n'aura lieu qu'à l'issue de ce processus.

7. DECLARATION D'INTENTION DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Conformément à l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25 novembre 1994 et au Règlement SIA 142, le Maître de l'Ouvrage a l'intention de confier les mandats complets des prestations ordinaires d'architecte, d'ingénieur civil et d'architecte paysagiste telles que définies dans les règlements SIA 102, 103 et 105, à l'auteur du projet (architecte, ingénieur civil et architecte paysagiste) recommandé par le jury, sous réserve de l'acceptation des crédits d'études, de construction, des autorisations de construire, des délais référendaires.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de faire réaliser les travaux par un tiers, par exemple une entreprise générale. Dans ce cas, les lauréats se verront confier au minimum 64.5 % des prestations globales, y compris la direction architecturale.

Les indications suivantes sont mentionnées comme base de négociation entre le Maître de l'Ouvrage et le lauréat du concours :

- Degré de difficulté selon la division en catégorie d'ouvrage (cat. IV) : n = 1.0 ;
- Facteur d'ajustement : r = 1.0 ;
- Facteur de base p pour le temps nécessaire valable pour l'ensemble du mandat ;
- Valeurs médianes des coefficients Z1 + Z2 : 2018 ;
- Tarif horaire HT : CHF 125.- / 135.- /heure.

Conformément à l'art. 17.6 du règlement SIA 142, les prix, mentions et indemnités ne sont pas des avances sur des honoraires relatifs à un mandat découlant du concours.

A l'issue du concours, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de modifier le programme des locaux.

Si le Maître de l'Ouvrage estime que le groupe lauréat ne dispose pas des compétences nécessaires en matière de préparation d'exécution et de suivi de chantier, ou que celles-ci s'avèrent insuffisantes, ou encore dans le but de garantir un développement du projet dans le sens des objectifs visés, de la qualité, des délais et des coûts, le Maître de l'Ouvrage peut demander au bureau lauréat, en déduction de ses prestations, de compléter son équipe avec des mandataires choisis par l'auteur du projet et agréés par le Maître de l'Ouvrage.

En cas d'interruptions du mandat, les honoraires seront calculés au prorata des prestations accomplies en tenant compte les articles du Règlement SIA 142, édition 2009.

Le Maître de l'Ouvrage précise, conformément à l'art. 5.4 du Règlement SIA 142, qu'il se réserve le droit de poursuivre le concours avec un degré d'affinement anonyme, limité aux seuls projets qui restent en lice. Les concurrents retenus seront indemnisés

avec un montant (à déterminer) indépendamment de la somme des distinctions susmentionnées. Dans ce cas de figure, le classement des projets n'aurait lieu qu'à l'issue de ce degré.

Le candidat peut s'adjoindre les compétences dans les domaines qu'il estime nécessaire à l'élaboration de sa proposition sans que le Maître de l'Ouvrage ne puisse être contraint de s'engager sur des confirmations de mandats ultérieurs. Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'adjuger un mandat direct aux spécialistes ayant fourni une contribution de qualité exceptionnelle, saluée dans le rapport du jury.

8. CALENDRIER DU CONCOURS

- Lancement de la procédure	9 octobre 2019
<i>Publication sur le site internet www.simap.ch</i>	
- Remise des dossiers de sélection	25 octobre 2019
- Notification écrite aux concurrents retenus et non retenus	11 novembre 2019
- Remise des documents aux équipes retenues	11 novembre 2019
- Retrait des maquettes dès le	21 novembre 2019
- Questions jusqu'au	6 décembre 2019
- Réponses du jury dès le	13 décembre 2019
- Rendu des projets	6 mars 2020
- Rendu des maquettes	20 mars 2020
- Annonce des résultats	Avril 2020
- Exposition des projets	Mai 2020
- Dépôt autorisation de construire	Octobre 2020
- Ouverture du chantier	Avril - mai 2021
- Livraison de l'école	Juillet 2023

Les dates du jugement des projets sont données à titre indicatif et peuvent subir des modifications en fonction des disponibilités du jury.

9. JURY

Le jury, désigné par le Maître de l'Ouvrage, est composé des personnes suivantes :

Président

M. STENDARDO Carmelo Architecte, Genève

Vice-président

M. LORENZINI Stéphane Architecte Genève, Conseiller administratif de la Ville de Lancy

Membres professionnels indépendants du Maître de l'Ouvrage

Mme ANDRE Sybille	Architecte-paysagiste, Lausanne
M. BIONDA Lionel	Architecte, responsable développement projets, FPLC
M. CHEVALLEY Damien	Architecte, Genève
M. COMTE Jean-Marc	Architecte, Genève
M. ROULET Yves	Ingénieur, consultant développement durable
Mme SAUVAIN Maude	Géographe, Latitude Durable Sàrl
Mme ZAPATA Julia	Architecte ETSAM, Genève
Mme ZOUMBOULAKIS Christina	Architecte EPFL, Lausanne

Membres professionnels dépendants du Maître de l'Ouvrage

M. GUERITEY Dominique	Architecte, Chef de service des Travaux et de l'urbanisme, Ville de Lancy
M. HASLER Nicolas	Architecte-paysagiste, Chef du Service de l'environnement, Ville de Lancy
Mme HENNEQUIN Séverine	Urbaniste, Interface CEVA Etat de Genève
Mme PERUCCHI Marta	Architecte, Directrice, Direction de la logistique DIP

Membres non professionnels

M.	BONFANTI Damien	Conseiller administratif, Ville de Lancy, géographe
Mme	VILLARRUBIA Olga	Présidente de la Commission des travaux et construction, Ville de Lancy

Suppléants

M.	MALNATI Luc	Architecte, Genève
M.	VIALA Philippe	Urbaniste, chef de service Interfaces espace public CEVA
M.	MARCHI David	Architecte EPFL, DIP

Spécialistes conseils

M.	ALBERTANI Stefano	Spécialiste OPAM, bureau CSD
Mme	BOGENMANN Claudia	Politologue-urbaniste, Responsable de l'unité de développement durable, Ville de Lancy
Mme	CANTINIAUX Anne-Lise	Office Cantonal de la Nature et du Paysage, Etat de Genève
M.	CARNAZZOLA Olivier	Chef de service, service des sports, Ville de Lancy
M.	FROBERT Marc	Économiste de la construction, Emch+Berger
M.	KÜNZI Vincent	Chef de service, service des affaires sociales, Ville de Lancy
M.	MATHEZ Alain	Office des autorisations de construire, Etat de Genève
Mme	SCHWARZ Aude	Cheffe de projet responsable des espaces publics, Ville de Lancy
M.	STARRENBARGER Daniel	Ingénieur civil, Genève

Organisateur

M.	DE PAULIN Raphaël	Architecte, 3BM3 Atelier d'Architecture, Genève
----	-------------------	---

La liste des spécialistes-conseils n'est pas exhaustive. L'organisateur, sur requête du jury approuvé par le Maître de l'Ouvrage, se réserve le droit de faire appel à d'autres spécialistes-conseils selon le développement du concours. Le cas échéant, il fera en sorte de les choisir afin qu'ils ne se trouvent pas en conflit d'intérêt avec un des concurrents.

10. PROCEDURE EN CAS DE LITIGE

La décision de sélection des participants pour la 2^{ème} phase (concours) est sujette à recours dans un délai de 10 jours à compter de sa notification, auprès de la Chambre administrative (section administrative de la Cour de justice).

La procédure et la décision du Maître de l'Ouvrage concernant l'attribution des mandats sont susceptibles de recours auprès de la Chambre administrative (section administrative de la Cour de justice), dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, sur demande du participant, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuves, ainsi que l'énoncé des conclusions.

La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont à joindre au mémoire. Le mémoire doit être daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

Le droit d'auteur reste propriété des concurrents.

DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

11. 1ERE PHASE – SELECTION DES ARCHITECTES ET DES ARCHITECTES PAYSAGISTES

11.1 MODALITES DE PARTICIPATION

La sélection s'adresse aux groupes pluridisciplinaires qui réunissent obligatoirement les compétences suivantes :

- architecte (pilote du groupement) ;
- ingénieur civil ;
- architecte paysagiste.

Les participants respecteront les conditions de participation listées à l'art. 4 du présent document.

Le dossier complet de candidature pour la 1^{ère} phase (document 12.1.2) doit parvenir à l'adresse du Maître de l'Ouvrage (cf. art. 1), dans le plus total respect des heures d'ouverture du secrétariat, au plus tard le :

Vendredi 25 octobre 2019 à 16h00

Les dossiers reçus au-delà de ce délai seront exclus de la pré-qualification, sans recours possible du participant.

En cas d'envoi postal, le timbre postal fera foi, celui-ci sera apposé obligatoirement par un bureau postal officiel (la date d'envoi doit être lisible).

Les participants doivent suivre leur envoi sous www.post.ch sous «Track & Trace» et s'ils remarquent que le colis n'est toujours pas arrivé à destination 5 jours après la date d'envoi, le communiquer sans délai au secrétariat général de la SIA. Celui-ci avertira le Maître de l'Ouvrage en garantissant l'anonymat et à titre fiduciaire. Une fois que les participants ont passé ce délai pour annoncer, ils ne pourront en aucun cas faire valoir leur droit en cas de non réception, même si l'envoi a été effectué dans les temps. La conservation d'une copie de la quittance (avec code-barres) est en tous les cas d'une extrême importance.

Aucun document transmis par voie électronique ne sera admis.

11.2 DOCUMENTS REMIS AUX PARTICIPANTS

Les documents nécessaires à la présentation du dossier de participation (sélection des architectes) devront être téléchargés sur le site : « www.simap.ch ».

Les documents téléchargeables sont les suivants :

- 12.1.1 Le présent programme du concours (pdf) ;
- 12.1.2 Le dossier de candidature (Word) ;
- 12.1.3 Plan localisé de quartier (pdf) ;

Pour la 1^{ère} phase de la procédure, aucun émolument de participation, ni frais de dossier n'est demandé.

11.3 DOCUMENTS DEMANDES AUX PARTICIPANTS

La phase sélective n'est pas anonyme.

Le dossier de candidature remis en annexe doit être dûment complété, daté et signé, et comporter les annexes requises. Il est à déposer sous forme papier en 1 exemplaire A4 et une bannière A1. Il devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par le Maître de l'Ouvrage. Si un nombre de pages maximum est requis, le Maître de l'Ouvrage ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 sera considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le participant pourra les présenter recto-verso.

Tous les emballages contenant le dossier devront être munis d'une étiquette portant la mention :

« CONCOURS ECOLE DE PONT-ROUGE ».

En l'absence, le participant ne pourra se prévaloir d'un non examen de son dossier.

11.4 FORME ET CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature sera accompagné des documents suivants :

- Le dossier de candidature au format A4, dûment daté et signé (document 12.1.2) ;
- une bannière selon les indications ci-dessous.

Le détail du rendu du dossier de candidature est indiqué ci-après :

	Contenu	Format	Nb de pages	Exemplaires
1.	CARACTERISTIQUES DU CANDIDAT	A4	1	1
2.	REFERENCES DU CANDIDAT	A4	10	1
3.	ORGANISATION DU CANDIDAT	A4	2	1

Le candidat fournira également une bannière roulée, au format A1 horizontal (84 x 59.4 cm), regroupant les documents mentionnés ci-dessus (strictement identiques) et organisée comme indiqué sur le schéma ci-après :

Caractéristiques du candidat (A4)	Résumé Référence 1 Architecte	Résumé Référence 2 Architecte	Résumé Référence 3 Architecte
Résumé Référence 1 Ingénieur civil	Résumé Référence 1 Architecte paysagiste	Organisation du candidat (A4)	Résumé des CV des personnes clés

Le dossier de candidature et ses annexes sont à déposer sous forme papier en un exemplaire. Une copie sur un support informatique (clé USB) au format "pdf" sera annexée au dossier.

Les dossiers arrivés hors délai ne seront pas pris en considération. Les candidats sont seuls responsables de l'acheminement et du dépôt du dossier à l'endroit et dans les délais indiqués.

Les documents envoyés ne seront utilisés que pour la sélection des équipes. Ils seront traités confidentiellement et ne seront pas retournés.

Aucun document transmis par voie électronique ne sera admis.

En signant le document susmentionné, le participant s'engage sur l'honneur à être en mesure de fournir l'ensemble des attestations demandées dans un délai 7 jours, dès notification écrite de la part de l'organisateur aux participants retenus.

11.5 CONTROLE DE CONFORMITE

Le jury ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixées par le Maître de l'Ouvrage ;
- sont présentés dans la langue exigée par le Maître de l'Ouvrage ;
- remplissent les conditions de participation ;
- ne contiennent pas de faux renseignements ;
- sont dûment datés et signés.

11.6 CRITERES D'APPRECIATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de la sélection des participants seront jugés sur la base des critères suivants :

- | | |
|---|-----|
| 1. Références du participant * | 50% |
| 2. Qualification, expériences et réalisations des personnes clé | 25% |
| 3. Organisation générale du participant | 25% |

* *Références du participant : de moins de 10 ans, qui démontrent notamment l'aptitude, les compétences et l'expérience nécessaires pour la conception et la réalisation de projets répondants à des enjeux similaires. L'association de bureaux est admise et même recommandée en cas de références lacunaires afin de permettre la participation de jeunes bureaux.*

Le candidat expliquera pourquoi il pense que la référence présentée est en adéquation aux objectifs du concours. L'association de bureaux est admise et même recommandée en cas de références lacunaires afin de permettre la participation de jeunes bureaux.

Le Maître de l'Ouvrage souhaite une sensibilité et un engagement exemplaires vis-à-vis du développement durable. Dès lors, les références proposées doivent démontrer la capacité et de l'engagement des candidats à contribuer aux 3 piliers (économie, société et environnement) du développement durable, de manière probante et équilibrée.

11.7 DECISION DE SELECTION

Le jury sélectionnera environ 10 groupes pluridisciplinaires sur la base des critères décrits plus haut.

La décision de sélection sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux participants de la 1^{ère} phase de la procédure (sélection) et dont le dossier est recevable.

12. 2EME PHASE – CONCOURS PLURIDISCIPLINAIRES

Après contrôle de validité des documents reçus, l'organisateur confirmera la participation au concours de l'équipe pluridisciplinaire. Il remettra aux participants retenus un bon permettant le retrait de la base de maquette auprès du secrétariat du Maître de l'Ouvrage, ainsi que le lien Internet permettant le téléchargement de l'ensemble des documents remis aux participants.

12.1 DOCUMENTS REMIS AUX PARTICIPANTS

Les groupes retenus pourront télécharger l'ensemble des documents remis sur un site ad hoc.

Pour se faire, lors de la remise du dossier de candidature, le participant indiquera clairement son adresse email.

Les documents qui pourront être téléchargés sont les suivants :

- 12.1.1 Programme du concours « Concours Ecole de Pont-Rouge » (pdf) ;
- 12.1.2 Dossier de candidature pour la phase sélective (word) ;
- 12.1.3 Plans de situations du bureau Heimberg, avant et après travaux (dwg, pdf) ;
- 12.1.4 Plan masse du quartier de Paysage n°co (pdf) ;
- 12.1.5 Plan localisé de quartier n° 29'584 (dwg, pdf) ;
- 12.1.6 Etude d'impact Plan localisé de quartier n° 29'584 du 05.03.2009 (pdf) et, pour information, dans le même document, la première version du 28.11.2007 ;
- 12.1.7 Bannière FPLC du Plan localisé de quartier n° 29'584 du 20.06.2019 (pdf)
- 12.1.8 Plan localisé de quartier n° 29'583 (pdf) ;
- 12.1.9 Etude d'impact Plan localisé de quartier n° 29'583 du 29.11.2007 (pdf) ;
- 12.1.10 Charte des aménagements extérieurs du quartier de Paysage n°co du 04.07.2018 ;
- 12.1.11 Plan de synthèse des aménagements paysagers du 13.04.2018 (pdf) ;
- 12.1.12 Cahier des charges de la Ville de Lancy relatif à des marchés de construction du 2 février 2019 ;
- 12.1.13 Fiches techniques Ecole Primaire du DIP du 25.09.2017 (pdf) ;
- 12.1.14 Rapport Géotechnique Karakas & Français du 17.03.2016 (pdf) ;
- 12.1.15 Diagnostic de l'état de pollution des terrains du bureau CSD Ingénieurs du 10.10.2013 (PDF) ;
- 12.1.16 Investigation historique et documentaire du bureau CSD Ingénieurs (pdf) ;
- 12.1.17 risques OPAM - Etude des mesures constructives -Essence, BG du 12.02.18 (pdf) ;
- 12.1.18 Rapports des jurys des lot lots A, B-C, D-E-L13 (pdf) ;
- 12.1.19 Projet du mur de protection en limite de propriété (pdf) ;
- 12.1.20 Plan lumière (projet) du quartier de l'Adret-Merinos du bureau Concepto du 04.04.2019 (pdf) ;
- 12.1.21 Images aériennes de synthèse du bureau Imagina ;
- 12.1.22 Vidéo drone de survol du quartier de l'Adret du 06.05.2019 (mov) ;
- 12.1.23 Projet de la noue (pdf) ;
- 12.1.24 DD Chemin des Mérinos, Paysage n°co (pdf) ;
- 12.1.25 Plan d'appel d'offre du chemin de l'Adret du 02.02.2019 ;
- 12.1.26 Guide d'aménagement pour la qualité des espaces libres, Ville de Lancy 2019

- 12.1.27 Etude paysagère Parc de la Mairie de Lancy du 16.07.2014 (pdf) ;
- 12.1.28 Présentation DGAN/DGEAU du Projet d'aménagement de parc linéaire du 01.11.2017 (pdf) ;
- 12.1.29 Photos de la maquette FPLC du quartier de l'Adret ;
- 12.1.30 Fiches du quantitatif à compléter par le candidat (Excel) ;
- 12.1.31 Fiche d'identification du candidat (Word) ;
- 12.1.32 Maquette, échelle 1 :500. Elle pourra être retirée, au moyen du bon de retrait qui leur sera adressé avec l'avis de sélection pour la phase du concours, aux heures d'ouverture du secrétariat du Maître de l'Ouvrage. Il est recommandé aux concurrents de s'annoncer par téléphone auprès du secrétariat du Maître de l'Ouvrage pour prendre rendez-vous.

12.2 DOCUMENTS DEMANDES AUX CONCURRENTS A LA PHASE DE CONCOURS

Pour le rendu, les candidats respecteront les indications suivantes :

- 12.2.1 Planche 1, format A0 horizontal, comportant :
 - Plan du niveau du rez-de-chaussée, échelle 1 :500, établi sur la base du plan de plan de géomètre fourni, avec l'indication précise des emprises en sous-sol des constructions, ainsi que tous les aménagements dans le périmètre d'intervention tels que traitement des sols (y compris pleine terre), accès pour piétons, pour vélos, pour véhicules de service et d'urgence, plantations végétales, etc. Rendu en noir sur fond blanc ;
 - brève description du projet dans l'espace réservé à cet effet.
- 12.2.2 Planche 2, format A0 horizontal, comportant :
 - les plans des niveaux (le Nord en haut), avec dénomination et surface des fonctions principales permettant une lecture facile des dessins, échelle 1 :200 ;
 - les coupes nécessaires à la compréhension du projet (échelle 1 :200), avec, de manière claire, le niveau du terrain naturel et des cotes d'altitude ;
 - les élévations nécessaires à la compréhension du projet (échelle 1 :200), avec, de manière claire, le niveau du terrain naturel et des cotes d'altitude.
- 12.2.3 Planche 3, format A0 horizontal, comportant :
 - les autres plans des niveaux (le nord en haut), avec dénomination et surface des fonctions principales permettant une lecture facile des dessins, échelle 1 :200 ;
 - les coupes nécessaires à la compréhension du projet (échelle 1 :200), avec, de manière claire, le niveau du terrain naturel, des cotes d'altitude, ainsi que les aménagements extérieurs ;
 - les élévations nécessaires à la compréhension du projet (échelle 1 :200), avec, de manière claire, le niveau du terrain naturel, des cotes d'altitude, ainsi que les aménagements extérieurs ;
- 12.2.4 Planche 4, format A0 horizontal, comportant :
 - les autres plans des niveaux (le nord en haut), avec dénomination et surface des fonctions principales permettant une lecture facile des dessins, échelle 1 :200 ;
 - les coupes nécessaires à la compréhension du projet (échelle 1 :200), avec, de manière claire, le niveau du terrain naturel, des cotes d'altitude, ainsi que les aménagements extérieurs ;
 - les élévations nécessaires à la compréhension du projet (échelle 1 :200), avec, de manière claire, le niveau du terrain naturel, des cotes d'altitude, ainsi que les aménagements extérieurs ;
 - au moins une coupe verticale de principe à l'échelle 1 :20 mettant en évidence les principes constructifs et les matériaux proposés pour les façades situées le long des voies de chemin de fer en relation avec la problématique OPAM, ainsi qu'au moins une coupe représentative de l'expression architecturale du projet ;

- l'organisation du candidat sous forme d'un organigramme du groupement avec les noms des différents mandataires proposés ;
- partie explicative libre décrivant le concept architectural proposé ;
- partie explicative libre décrivant les principes inhérents au concept paysager et aux stratégies développées sur le plan architectural et bioclimatique, ainsi qu'aux concepts appliqués pour minimiser l'impact énergétique, environnemental, les mesures proposées pour créer un îlot de fraîcheur et pour atteindre les objectifs pour un développement durable ;
- partie explicative libre décrivant les principes inhérents au concept paysager et aux stratégies développées sur le plan architectural et bioclimatique, ainsi qu'aux concepts appliqués pour minimiser l'impact énergétique, environnemental et pour atteindre les objectifs pour un développement durable.

- 12.2.5 Maquette blanche sur la base fournie par l'organisateur. Des parties transparentes ou translucides non colorées sont admises. Le concurrent prendra toutes les dispositions afin que la maquette parvienne à l'organisateur dans un parfait état et dans les délais prescrits. En cas d'envoi par transporteur spécialisé, le concurrent veillera à renforcer l'emballage de sa maquette. Il assumera les coûts d'exploitation et l'entière responsabilité du délai de livraison de son transporteur ainsi que l'état de la maquette à l'arrivée. Elle sera emballée dans la boîte d'origine et comportera la mention « Concours Ecole de Pont-Rouge » ainsi que la devise du concurrent.
- 12.2.6 En deux exemplaires, les documents « Descriptif des surfaces et volumes » remis par l'organisateur dûment complétés, accompagnés des schémas des surfaces brutes de plancher (SBP) selon la norme SIA 416, complétée par la directive N° 514 420 de l'institut pour l'aménagement local, régional et national ORL de l'EPFZ et le calcul du volume bâti selon la norme SIA 116.
- 12.2.7 Copies des planches réduites au format A3, remises en 2 exemplaires. Ces réductions sont à usage technique pour l'examen préalable et ne seront pas affichées pour le jugement.
- 12.2.8 1 support informatique avec les pdf de tous les documents rendus, mais **en aucun cas la fiche d'identification du concurrent** ou tout autre élément qui permettrait l'identification de celui-ci et donc son exclusion du jugement ;
- 12.2.9 Une enveloppe cachetée sur laquelle figurera la DEVISE dactylographiée et contenant la fiche d'identification du bureau ainsi que de tous les collaborateurs ayant participé au concours, dûment complétée, datée et signée.

Les fichiers informatiques de la clé USB et la clé USB elle-même doivent être anonymes. Cependant une personne externe au concours vérifiera leur anonymat avant de la transmettre au jury.

Par leur confirmation de participation au concours, les concurrents s'engagent à un devoir de réserve à l'égard des tiers pour préserver l'anonymat du projet jusqu'à la fin du concours. Aucun échange d'information, autre que ceux prévus par le programme du concours, ne pourra avoir lieu entre concurrents, les membres du jury, l'organisateur et l'adjudicateur, sous peine d'exclusion.

12.3 PRESENTATION DES DOCUMENTS

Le jury tient à préciser qu'il milite pour des rendus clairs et intelligibles.

Le rendu est limité à 4 planches de format vertical A0 (84.1x118.9 cm). Hormis les documents susmentionnés, aucun rapport annexe ne sera admis. Les 4 planches devront être présentées sur papier 120 gr maximum (pas de support rigide) et en rouleaux.

A l'exception du plan du niveau du rez-de-chaussée, échelle 1 :500, et de la partie explicative de la dernière planche pour lesquels une liberté complète d'expression graphique est accordée, tous les dessins seront exécutés au trait noir sur fond blanc, les trames grises étant autorisées.

Les textes seront en langue française uniquement.

La devise sera placée en haut à gauche et toutes les planches comporteront le nom du concours, le numéro de la planche et une échelle graphique sur la partie inférieure.

12.4 PROJET DE CONCOURS SANS VARIANTE

Le Maître de l'Ouvrage précise que les participants ne peuvent présenter qu'un seul projet, à l'exclusion de toute variante.

12.5 VISITE DES LIEUX

Aucune visite des lieux n'est organisée.

Le site est totalement en chantier avec un accès unique depuis l'Avenue Eugène-Lance. Il est vivement recommandé d'être muni d'un équipement de protection individuelle pour pénétrer sur le chantier. Les visiteurs sont entièrement responsables en cas d'accès sur les chantiers et d'accidents.

12.6 QUESTIONS AU JURY ET REPONSES

Les questions posées au jury doivent parvenir à **l'adresse de l'organisateur**, sous forme écrite et sous le couvert de l'anonymat, au plus tard le :

Vendredi 6 décembre 2019.

Au-delà de cette heure, elles ne seront pas prises en compte. Les questions posées sur le site SIMAP.CH ou envoyées par email ne seront pas prises en compte.

Les réponses aux questions du jury seront envoyées par email à tous les participants à la 2^{ème} phase.

12.7 REMISE DES PROJETS, IDENTIFICATION ET ANONYMAT

Les projets sont à déposer à **l'adresse de l'organisateur (cf. art. 1)**, dans le plus total respect des heures d'ouverture du secrétariat du Maître de l'Ouvrage, au plus tard le :

Lundi 6 mars 2020.

Les dossiers reçus au-delà de ce délai ne seront pas admis au jugement, sans recours possible du participant.

En cas d'envoi postal, le timbre postal fera foi, celui-ci sera apposé obligatoirement par un bureau postal officiel (la date d'envoi doit être lisible).

Les participants doivent suivre leur envoi sous www.post.ch sous «Track & Trace» et s'ils remarquent que le colis n'est toujours pas arrivé à destination 5 jours après la date d'envoi, le communiquer sans délai au secrétariat général de la SIA. Celui-ci avertira le Maître de l'Ouvrage en garantissant l'anonymat et à titre fiduciaire. Une fois que les participants ont passé ce délai pour annoncer, ils ne pourront en aucun cas faire valoir leur droit en cas de non réception, même si l'envoi a été effectué dans les temps. La conservation d'une copie de la quittance (avec code-barres) est en tous les cas d'une extrême importance.

Aucun document transmis par voie électronique ne sera admis.

Les maquettes, également remises sous le couvert de l'anonymat, devront être en possession à **l'adresse de l'organisateur (cf. art. 1) au plus tard le :**

Lundi 20 mars 2020.

Au-delà de cette date précise, les maquettes seront refusées. De plus, le non-respect de cette condition entraînera l'exclusion du projet du jugement du concours.

Tous les documents et emballages du projet comporteront la mention « **CONCOURS ECOLE DE PONT-ROUGE** » et une DEVISE dactylographiée qui sera reportée sur l'enveloppe cachetée contenant la fiche d'identification.

12.8 PROPRIETE DES PROJETS

Le droit d'auteur sur les projets reste propriété des participants.

Les documents relatifs aux propositions primées et mentionnées deviennent propriété du Maître de l'Ouvrage, conformément à l'article 26.1 du règlement SIA 142 (2009).

Les autres projets seront repris par leurs auteurs après l'exposition publique, selon le calendrier du concours. Passé le délai fixé, les documents non repris seront détruits.

Aucune revendication de dédommagement ne pourra être formulée en cas de dégradation accidentelle ou malveillante des documents relatifs à un projet.

12.9 PUBLICATION ET EXPOSITION DES PROJETS

Les concurrents seront informés par écrit du résultat du concours.

Une exposition de l'ensemble des projets admis au jugement sera organisée. Elle aura lieu au minimum durant dix jours ouvrables. Le lieu et les dates de l'exposition seront communiqués aux concurrents et à la presse. Le nom de chaque concurrent figurera à côté de son projet avec ceux des collaborateurs mentionnés sur la fiche d'identification.

Avec la participation au présent concours, les auteurs des projets remis et acceptés au jugement par le jury acceptent que les documents rendus soient publiés sur le site de la FAI ou dans d'autres sites ou revues spécialisées dans des buts non commerciaux avec l'indication du nom des auteurs des projets.

12.10 CRITERES D'APPRECIATION DU CONCOURS

Les propositions seront jugées sur la base des critères suivants :

Qualités urbanistiques

La qualité urbanistique sera jugée sur le traitement des volumétries, sur la localisation des accès ainsi que sur la qualité des aménagements extérieurs et des espaces verts, le traitement des espaces de transition liés à l'espace public, en particulier avec le Chemin des Mérinos et sa noue le long des voies ferrées, le Parc de la Mairie, le tout en cohérence avec la charte paysagère et les projets ABCDEL13.

Une attention particulière sera portée à la qualité des liaisons entre le haut (Parc de la Mairie) et le bas du quartier (Adret Pont-Rouge) en relation avec la topographie du site.

Qualités architecturales

L'appréciation de la qualité architecturale portera sur le traitement architectural et spatial du projet, la pertinence des espaces et des volumes, et la prise en compte des mesures spécifiques liées à la réalisation du projet dans un environnement contraint. Les éléments suivants seront tout particulièrement examinés :

- Les qualités typologiques du demi-groupe scolaire, les relations entre les différentes parties du programme ainsi que les relations qu'elles entretiennent avec les espaces extérieurs ;
- La qualité de l'organisation, l'accessibilité, les circulations et la pertinence des relations entre les différents locaux ;
- Les qualités du traitement des accès, des espaces extérieurs ;
- L'intégration des principes de durabilité et des principes bioclimatiques.

Qualités paysagères

L'appréciation de la qualité paysagère portera sur le traitement des espaces publics et verts en relation avec le contexte environnant existant et futur.

Qualités environnementales

L'optimisation énergétique et la valorisation environnementale du projet devront s'inscrire dans une volonté de réaliser un quartier durable, convivial et respectueux de l'environnement, qui contribue à la mise en œuvre de la Société à 2000 watts, qui vise la

neutralité carbone en 2050 et qui répond aux objectifs de la fiche climat du PdCom dans son ensemble et pour chaque réalisation.

Économie

Outre le respect de la cible financière fixée pour sa construction, les coûts de maintenance, d'exploitation et d'entretien doivent être maîtrisés dans une perspective à long terme. Cette perspective est nécessaire afin de pouvoir assumer à long terme une maîtrise des coûts et la résilience de l'infrastructure.

L'optimisation énergétique et environnementale du projet devront s'inscrire dans une volonté de réaliser un quartier durable (site société à 2'000 Watts), convivial et respectueux de l'environnement dans son ensemble et pour chaque réalisation.

L'ordre dans lequel ils sont mentionnés ne correspond pas nécessairement à un ordre de priorité.

13. APPROBATIONS

Le présent document a été approuvé par le jury.

Président

M. STENDARDO Carmelo

Vice-président

M. LORENZINI Stéphane

Membres professionnels indépendants du Maître de l'Ouvrage

Mme ANDRE Sybille

M. BIONDA Lionel

M. CHEVALLEY Damien

M. COMTE Jean-Marc

M. ROULET Yves

Mme SAUVAIN Maude

Mme ZAPATA Julia

Mme ZOUMBOULAKIS Christina

Membres professionnels indépendants du Maître de l'Ouvrage

M. GUERITEY Dominique

Mme HENNEQUIN Séverine

M. HASLER Nicolas

Mme PERUCCHI Marta

Membres

M. BONFANTI Damien

Mme VILLARRUBIA Olga

Suppléants

M. MALNATI Luc

M. VIALA Philippe

M. MARCHI David

La Commission SIA 142 certifie que le présent programme de concours est conforme au Règlement SIA 142, édition 2009, avec réserve. La réserve est apposée à cause de la définition unilatérale des conditions contractuelles dans le programme.

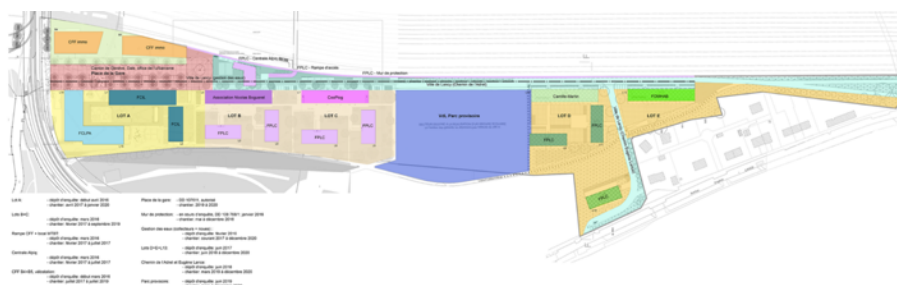
II. PRESCRIPTIONS DU CAHIER DES CHARGES

14. OBJET DU CONCOURS

Le plan localisé de quartier n° 29'584 (PLQ) prévoit des périmètres constructibles situés à l'Ouest de l'ouvrage ferroviaire du CEVA Lancy-Pont-Rouge. Il est composé de 5 lots de bâtiments de A à E et L13, eux-mêmes composés de 15 bâtiments au total nommés L1 à L15. Le PLQ prévoit également 2 bâtiments d'activités (B4 et B5).

Le PLQ comporte également un volet espaces et équipements publics qui concernent le solde des surfaces. La mise en œuvre de l'ensemble des édifices est en phase de concrétisation suite à l'organisation et au jugement de trois concours distincts. Le premier concours a porté sur le lot A, le deuxième sur les lots B et C, le troisième sur les lots D, E et L13.

L'édifice scolaire, objet du présent programme complétera la mise en œuvre du PLQ susmentionné. Il sera réalisé dans un contexte habité et traversé par de nombreux usagers.



15. OBJECTIFS DU CONCOURS

Le Maître de l'Ouvrage a l'ambition de contribuer par la réalisation de l'équipement scolaire à la concrétisation de la démarche de quartier durable sur le site de l'Adret Pont-Rouge. Il souhaite par le présent concours obtenir diverses réponses aux prérogatives du programme et choisir un projet pour ses qualités urbanistiques, architecturales, fonctionnelles et environnementales dont les coûts de construction soient maîtrisés, dans le respect des lois et règlements en vigueur. Les objectifs principaux sont les suivants :

Qualités urbanistiques, architecturales et paysagères

- respecter des conditions cadre du PLQ ;
- proposer un équipement prenant en compte les contraintes du site, notamment en ce qui concerne les protections contre les accidents majeurs (OPAM) et les protections contre le bruit (OPB) ;
- proposer des espaces extérieurs et verts, complémentaires aux espaces existants, stimulant la qualité de vie et les relations sociales ;
- porter une attention particulière à la réalisation d'un îlot de fraîcheur afin de palier à la situation micro-climatique actuelle du site ;
- assurer une qualité et une cohérence globale pour les aménagements extérieurs ;
- assurer les transitions entre les cours privées et les espaces publics avoisinants : la voie d'accès le long des voies ferrées, les espaces entre les lots de construction, la couture Ouest.

Une attention particulière devra être portée sur la préservation d'espaces de détente et de parc pour les habitants de quartier. Le bâtiment existant sur la parcelle peut être démoli.

Développement durable

- Une architecture bioclimatique des bâtiments favorisera le confort de l'occupant tout en limitant les consommations d'énergies inutiles.
- Par son pragmatisme, sa rationalité et sa simplicité, le projet répondra favorablement et sur l'ensemble du cycle de vie aux exigences de maîtrise des coûts attendus par le Maître de l'Ouvrage.

Environnement

- Le projet veillera à minimiser son impact environnemental par un usage parcimonieux et approprié du territoire. Les surfaces perméables seront favorisées et la biodiversité urbaine sera réalisée par des plantations.
- **Matériaux d'excavation**
Une gestion optimale des matériaux d'excavation non pollués devra être étudiée afin de limiter leur mise en décharge et leur transport en milieu urbain. Cette gestion en amont requiert une interprétation des données géologiques existantes pour définir le potentiel de valorisation de ces matériaux d'excavation non pollués. Le projet devra ainsi être conçu de manière à réduire au maximum les volumes excavés et à réutiliser au maximum les matériaux d'excavation sur place (remblayage des fouilles, aménagements paysagers, remodelage du terrain, buttes anti-bruit etc.). Le document qui peut servir de référence pour ce thème est le guide ecomatGE pour la réutilisation des matériaux d'excavation non pollués de 2016.
Si aucune valorisation sur place n'est réalisable ou si cette option a été écartée, la raison doit être clairement expliquée et justifiée. Si la qualité des matériaux en place n'est pas adéquate pour les aménagements prévus, la possibilité d'utiliser des matériaux provenant d'autres chantiers devra être envisagée.
- **Matériaux de construction**
Une utilisation de matériaux recyclés et de matériaux de démolition (tel que le béton de démolition) le cas échéant, est requise dans la construction. Les documents qui peuvent servir de référence pour ce thème sont, les standards Minergie-ECO et ECOBAU/ eco-devis 102 et 241, le guide technique ecomatGE des applications recommandées de 2009 ainsi que les fiches d'information sur la gestion des déchets de chantier.
- Les matériaux proposés seront sobres, faciles d'entretien et de mise en œuvre. Ils seront de préférence recyclables, voire recyclés. Les revêtements intérieurs seront exempts de polluants ou de substances nocives pour les occupants. L'usage du bois et des matériaux à faible impact environnemental est attendu, tout en respectant les orientations OPAM.

Climat urbain

- Le projet devra répondre de manière concrète à la thématique du climat en milieu urbain en développant un îlot de fraîcheur. Le document qui peut servir de base de référence sur ce thème est « Quand la ville surchauffe : Bases pour un développement urbain adapté aux changements climatiques », Confédération Suisse, 2018.

Confort & technique

- Les installations et les concepts techniques devront être simples, robustes, efficaces, accessibles et facile d'entretien.
- Le projet devra pouvoir exploiter au mieux les caractéristiques physiques des bâtiments et offrir les conditions de confort aux utilisateurs par des mesures essentiellement passives et architecturales. Des concepts simples favorisant l'appropriation et l'usage du bâtiment par les utilisateurs seront privilégiés.

Énergie

- La Classe énergétique A selon le cahier technique SIA 2031 est exigée.
- Une grande efficacité des installations techniques est attendue avec un système de distribution à très basse température et de faible inertie.
- L'installation de capteurs photovoltaïques est recommandée dans la mesure où le système de production de chaleur proposé fonctionne avec des pompes à chaleur alimentées en électricité.

Froid

- L'objectif est de garantir aux utilisateurs un bon confort estival sans recours à des installations de rafraîchissement, notamment par des protections contre les gains solaires inappropriés par limitation de charges internes ou par la dissipation nocturne des charges thermiques excédentaires.

Aération

- L'objectif est d'assurer la qualité d'air requise pour l'hygiène des occupants et la conservation du bâtiment tout en minimisant les déperditions d'énergie. En cas de

nécessité ou d'exigence légale, le recours à des installations techniques peut être envisagé en complément de l'aération naturelle.

Éclairage

- L'objectif est de minimiser les besoins et les coûts de l'éclairage artificiel par la valorisation de l'éclairage naturel et la maîtrise des éblouissements.

Eau

- L'objectif est de minimiser le recours de l'eau de réseau, d'optimiser le traitement et l'évacuation des eaux et de gérer l'évacuation des eaux pluviales notamment par une bonne gestion de l'infiltration et de rétention des eaux claires. Dans ce cadre, un concept ambitieux est attendu de la part des participants.

Accessibilité

- Les accès au quartier en cours de réalisation privilégient la mobilité douce et prévoient pour la Place de Pont-Rouge ainsi que le chemin de l'Adret une zone de rencontre 20 et pour le chemin de Mérinos une zone piétonne avec un accès aux ayant-droit (SIS, CFF, Voirie, Ville de Lancy, 2 places livraison pour les bâtiments L4 et L7, 1 place de livraison pour l'école). Le stationnement vélo doit être organisé en adéquation avec cet objectif.
- La liaison entre les chemins de Mérinos et Adret ne sera pas réalisée comme indiqué sur le PLQ no 29584 et aménagera un passage pour les ayant-droits uniquement.

Finances

- Le coût de construction du projet est établi à CHF 16'000'000.- HT pour les CFC 2 et 4, honoraires inclus. Une attention particulière sera portée au respect du coût annoncé.
- Le projet permettra, par sa sobriété et sa simplicité d'entretien, de maintenir des coûts d'exploitation et d'entretien dans une perspective à long terme. Notamment en proposant une matérialisation et une construction durable.

16. LE SITE

Le site du quartier de l'Adret Pont-Rouge est implanté sur le territoire de la Ville de Lancy entre la Route du Grand-Lancy, l'Avenue Eugène-Lance et les voies de chemin de fer.

Le site, précédemment caractérisé par des affectations industrielles, est aujourd'hui en pleine phase de réalisation de l'ensemble des logements.

Le projet urbain élaboré sur ce site prévoit notamment environ 640 logements, un demi-groupe scolaire, des surfaces pour les activités et les commerces, des espaces publics, la Place Pont-Rouge, des cheminements mobilité douce, ainsi que des ouvrages destinés à la gestion des eaux.

Ce projet a été formalisé par le PLQ 29'584, lequel a fait l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement (EIE), première étape au sens de l'article 10 LPE, ainsi que d'un concept énergétique territorial et un schéma directeur de gestion des eaux.

La réalisation de la gare du Léman Express Lancy Pont-Rouge et son interface de transports publics (train, tram, bus), l'ancrage du site aux réseaux de routes cantonales et nationales, ainsi que les mutations et les importants projets urbains prévus dans le périmètre (PAV), donnent à ce secteur l'envergure d'un pôle important de l'agglomération franco-valdo-genevoise.

Le coteau de Lancy, avec ses aménagements verts, ses bâtiments d'habitation et ses maisons de maître, présente un contraste marqué avec les infrastructures et les grands édifices placés autour de l'actuelle gare de Lancy Pont-Rouge.

Le cheminement pour la mobilité douce à travers le quartier s'insère dans la mise en réseau des espaces publics existants et à créer depuis le Bois de la Bâtie jusqu'au Bachet. Il permettra de lier les quartiers de Lancy aux gares du Léman Express (Lancy Pont-Rouge et Lancy Bachet), ainsi qu'au quartier d'activités récemment complété, à proximité de celle-ci.

Deux projets sont actuellement en cours d'étude pour finaliser le parcours tout au long du coteau de Lancy dans le cadre du projet d'agglomération PA1 Mesure no 30-6

« Requalification de l'espace public du projet de densification Praille-Acacias- Vernets) : la passerelle Tivoli-Quidort (Ville de Lancy, réalisation prévue 2021) et le passage inférieur sous la route du Grand-Lancy (Canton, réalisation prévue 2022).

À terme, il devrait se prolonger vers les quartiers en cours de planification dans le périmètre PAV. Inscrit dans le périmètre du Projet PAV, le site participe au renouvellement urbain de l'extension du centre urbain.

17. PERIMETRE DU CONCOURS

Le présent concours porte sur le lot réservé à l'équipement public.

Bien que formalisé dans le PLQ 29'584 comme un lot réservé à l'équipement public, la volonté de la Ville de Lancy (ainsi que de l'Etat de Genève) portait initialement sur l'aménagement d'un parc. Consciente de la pression qu'opère la densification, la Ville de Lancy souhaitait ainsi assurer une qualité d'habitation et de vie adéquate pour les futurs habitants et usagers de cette zone, tout en offrant une polyvalence et une diversification d'usages.

En raison des mesures de protection patrimoniales du Parc de la Mairie, il n'est pas possible d'imaginer une quelconque intervention sur celui-ci, hormis le raccord avec le projet.

18. PROJETS LIMITROPHES EN COURS

PLQ 29'583

Il s'articule avec le quartier de l'Adret, notamment par la nouvelle Place de Pont-Rouge, véritable « trait d'union » entre ces deux entités.

Le PLQ 29'583 prévoit des bâtiments (B1, B2 et B3) d'une surface brute de plancher d'environ 120'000 m² essentiellement dédiés à des activités ainsi qu'à des affectations complémentaires tels que des commerces, des restaurants et un hôtel. Environ 4'600 emplois sont prévus à terme.

Les espaces publics attenants à ces constructions sont réservés à la mobilité douce et relient les bâtiments aux transports publics ou privés.

Lots A, B, C, D, E et L13

Les lots A, B, C, D, E et L13 ont fait l'objet de concours d'architecture. Les rapports du jury de ces concours sont annexés au présent document.

Bâtiments B4 et B5

Le projet Pont Rouge lots B4 et B5 de CFF Immobilier Développement fait partie du PLQ 29'584 en force. Il se compose de 2 bâtiments distincts, les lots B4 et B5, situés à l'Ouest des voies ferroviaires, en relation directe avec le nouveau quartier de l'Adret et la future Place de Pont-Rouge.

Le projet comprend un niveau de sous-sol dont l'emprise englobe les lots B4 et B5, une partie de la Place de Pont-Rouge. Les zones directement sous les bâtiments sont réservées aux locaux techniques et aux surfaces de dépôts. La zone située à l'Ouest, en dehors de l'emprise des bâtiments et située sous la Place de Pont-Rouge, est dédiée aux parkings des usagers des bâtiments B4 et B5. La partie du sous-sol au Sud, sous la place de rebroussement des bus, accueille quant à elle une vélostation.

Le lot B4 comprend un socle de 4 étages ainsi qu'une tourelle allant des niveaux +5 à +13. Il est composé des surfaces administratives dans les étages, des entrées et des surfaces commerciales au rez-de-chaussée.

Le lot B5 comprend 4 étages. Il est composé de surfaces à usage médical dans les étages, des entrées et des surfaces commerciales au rez-de-chaussée. »

Vélostation

Une vélostation de 1'200 places prend place au Sud du bâtiment B5. Les services proposés sur cette vélostation sont : vidéosurveillance, stations de gonflage, casiers, recharges pour vélos à assistance électrique (VAE) et caisse automatique.

Place de Pont-Rouge

La place de Pont-Rouge est l'interface d'échanges avec le train, les taxis et les déposes minute. La place est également un lieu de rencontre et connecte le quartier de logements avec le quartier d'activités.

Afin de permettre de circonscrire l'usage de cette place aux seuls usagers de la gare et à la desserte de quartier, la place est fermée à son extrémité sud. Elle est aménagée en plateau avec un principe de circulation en zone de rencontre et accueille un mail planté de trois rangées d'arbres entourées de bancs circulaires pour permettre de créer des zones d'attente ombragées.

Un espace généreux de 15 mètres est dégagé devant les bâtiments du Plan Localisé de Quartier (PLQ) logements permettant de développer des terrasses ou des espaces d'exposition pour les activités commerciales prévues au PLQ.

Les arbres plantés sur la place de Pont-Rouge permettent de conduire les usagers depuis l'esplanade centrale du business district à travers le passage inférieur principal vers l'autre côté des voies. La topographie a été travaillée finement de façon à ce que le passage inférieur offre toujours une perspective et une vue de l'autre côté.

Les arbres sont plantés sur dalle car un parking commun aux bâtiments d'activités B4, B5 et aux bâtiments de logements A, B et C est construit sous la place.

Un giratoire est prévu au sud de la place pour permettre aux bus de déposer les passagers devant le passage inférieur principal et de faire la remise à l'heure sur la place. En son centre, l'horloge CFF qui se situait à proximité de la halle de marchandises avant le démarrage des travaux du projet Pont Rouge, sera replacée pour rappeler l'histoire du site et donner l'heure aux voyageurs et aux occupants du site.

Chemin des Mérinos et pointe sud

Le chemin des Mérinos est un espace linéaire parallèle aux voies CFF dans l'axe de la place, constitué d'un cheminement dédié aux mobilités douces qui relie la gare Lancy Pont-Rouge et l'avenue Eugène Lance, ainsi que d'un bassin de rétention à ciel ouvert.

Son aménagement en cours de réalisation (2019-2021) en fera un axe central de continuité douce et assurera une cohérence entre les espaces de respiration et les équipements publics sur le parcours entre le Petit-Lancy et le Bachet.

Le chemin propose également des connexions avec tout le quartier en reliant la promenade aux passages prévus entre les îlots et à l'intérieur de ceux-ci.

Il sera également l'espace d'accueil de la gestion des eaux du quartier (lot DEL13) en intégrant une noue de rétention aménagée avec le souhait de créer un espace public d'articulation face au futur groupe scolaire et au parc ainsi qu'entre les différents immeubles.

L'ambition du chemin de Mérinos est de créer un véritable jardin, déclinant toutes les strates de végétation, des herbes aux grands arbres, qui soit capable d'offrir une grande diversité d'ambiances et d'usages aux futurs habitants. De la petite échelle du quotidien à celle, monumentale, des immeubles projetés, le jardin cherche à instaurer un rapport équilibré entre les bâtiments et les usagers de l'espace public, afin de créer un quartier à forte identité, confortable et vert.

Ainsi, le chemin sera le périmètre de transition entre, à l'Est un univers aride composé du ballast des voies de chemin de fer, et à l'Ouest le coteau de Lancy à la végétation luxuriante. La noue et la proximité directe du mur de protection seront composées de surfaces rudérales accueillant une végétation pionnière, tandis que la partie arborisée et l'aménagement en pied de façade seront eux plus généreux et en lien avec les

affectations des rez-de-chaussée, pour amorcer la transition avec les interstices plantés et le quartier habité.

Chemin de l'Adret

Le chemin de l'Adret est l'un des deux nouveaux accès au quartier Adret-Pont-Rouge. Cet aménagement se situe sur la portion de route située entre l'Avenue Eugène Lance et les voies CFF. Il est constitué d'une zone de rencontre, qui permet aux futurs habitants de rentrer dans leur quartier et d'accéder au parking souterrain.

Comme la place de Pont-Rouge, le chemin est un lieu de rencontre et son aménagement renforce la végétation existante et privilégie un espace piéton généreux.

Couture Ouest

Un cheminement de mobilité douce à l'arrière des immeubles du quartier de l'Adret Pont-Rouge est également réalisé afin de créer des parcours diversifiés et de répartir les flux. Son aménagement avec un revêtement de sol argilo-calcaire privilégie les piétons pour favoriser un parcours tranquille. Afin de créer une liaison avec le haut du quartier, il est prévu un escalier à l'intersection des lots A et B pour franchir l'importante différence de niveau.

Quartier d'activités Lancy Pont-Rouge

Ce nouveau quartier d'activités à proximité de la nouvelle gare Léman Express Lancy Pont-Rouge est formalisé par le plan localisé de quartier 29'583 également adopté par le Conseil d'État le 29 septembre 2010.

Passage sous voie

Le projet de mobilité douce en continuité de la Promenade Nicolas Bouvier prévoit le franchissement de la route du Grand-Lancy par un passage souterrain au niveau de la passerelle sur l'Aire en bas du chemin des Vignes.

19. CONTRAINTES / CADRE ENVIRONNEMENTAL A INTEGRER

Le présent concours s'inscrit dans une dynamique de valorisation d'un site dépassant largement son périmètre strict. Il fait suite à une série d'études préalables menées dans le cadre d'une collaboration étroite entre l'État et les CFF.

Ces études ont été conduites sur la totalité du périmètre du PLQ 29'584 et ont permis de positionner les diverses affectations et d'identifier les contraintes liées à la localisation du futur quartier.

Les préoccupations environnementales ont été prises en compte dès le début de la démarche par l'établissement parallèle au développement du projet urbain d'une évaluation environnementale stratégique (EES).

Par la suite, en accompagnement du PLQ, un concept énergétique territorial (CET), un schéma directeur de gestion des eaux et une étude d'impact sur l'environnement (EIE) ont repris et approfondi les principes de l'EES.

Une attention particulière a été portée aux risques liés aux accidents majeurs (OPAM). Comme évoqué précédemment, le quartier de l'Adret se trouve à proximité immédiate de la gare de triage de la Praille. Une première étude de risque a été conduite dans le cadre de l'EIE. Cette étude a été actualisée pour spécifier les mesures de planification et de construction recommandées.

Les études présentées ci-après constituent un cadre général dans lequel les participants seront tenus d'inscrire leurs propositions.

Concept Énergétique Territorial (CET)

Parallèlement à l'élaboration du PLQ, un Concept Énergétique Territorial (CET, document 11.2.11) a été réalisé en 2011 afin de définir les besoins énergétiques futurs associés à la programmation et les potentiels énergétiques locaux disponibles. De ce CET, plusieurs objectifs ont été formulés pour le futur quartier de l'Adret.

Le concept énergétique s'appuyant principalement sur la ressource du sol par sondes géothermiques, il est demandé aux candidats de prévoir l'intégration des besoins techniques du concept énergétique et du réseau à distance par la mise en place de sous-stations dans les divers bâtiments ou groupement de bâtiments.

Alpiq, contractant énergétique pour l'ensemble du quartier Pont-Rouge a laissé des attentes au niveau du bâtiment C (entre le bâtiment L7 et la noue) en prévision de la future école.

Étude d'impact sur l'environnement

Le rapport d'Étude d'Impact sur l'environnement 1^{ère} étape de mars 2009 (document 11.2.10), réalisé par le bureau B+C Ingénieurs SA, associé au PLQ n° 29'584 daté du 19 mars 2007 propose un état des lieux du périmètre d'implantation du projet, évalue les impacts sur l'environnement et détermine les mesures à prendre dans le cadre de la protection de l'environnement.

Protection contre les risques d'accidents majeurs

Le site du quartier de l'Adret Pont-Rouge est situé en front des voies CFF. Ainsi selon l'Ordonnance du 27 février 1991 sur la protection des accidents majeurs (OPAM et guide de planification 2013 « Coordination aménagement du territoire et prévention des accidents majeurs », ARE/OFEV/OFT/OFEN/OFROU), des mesures spécifiques relatives à la gestion des risques majeurs sur les bâtiments et sur les espaces publics devront être prises et intégrées dans les constructions proposées par les candidats dans le cadre de la mise en œuvre du quartier de l'Adret Pont-Rouge.

En effet, au vu de la localisation du projet à proximité de la gare de triage des CFF de la Praille, du transport par rail de matières dangereuses et de la densité de personnes envisagée sur le site, une analyse des risques, menée en 2007 et actualisée en 2013, a classé le périmètre du quartier de l'Adret en niveau intermédiaire, sur l'échelle de l'évaluation des risques.

Les recommandations, indiquées dans le premier rapport d'impact et pondérées dans l'étude complémentaire OPAM version 1.0 du bureau Emch + Berger (2013), ont été hiérarchisées sous forme de mesures impératives et de mesures à prendre en considération par les candidats dans leur projet.

Un accord a été donné pour la réalisation d'un demi-groupe scolaire avec des salles de classes orientées du côté de la Mairie de Lancy.

Les préconisations du SERMA sont les suivantes :

- tous les accès devront être prévus du côté Ouest de la parcelle (à l'opposé des voies de chemin de fer) ;
- éviter les sorties de secours côté voies de chemin de fer ;
- de manière générale, organiser le projet de sorte à ce que les sorties de secours soient intégrées aux accès principaux du bâtiment ;
- limiter les surfaces vitrées orientées vers les voies de chemin de fer ;
- aucune fenêtre avec ouvrants à moins de 35 m des voies de chemin de fer ;
- privilégier l'implantation des locaux techniques/administratifs côté voies de chemin de fer ;
- le cas échéant privilégier l'implantation de locaux tels que réfectoire, salle de sports ou locaux divers côté voies de chemin de fer plutôt que les salles de classe.

Protection contre les nuisances sonores

Le périmètre du projet est actuellement soumis aux nuisances sonores suivantes :

- routières diurnes (Route du Grand-Lancy au Nord) ;

- ferroviaires nocturnes (gare de la Praille au Sud).

Selon sa version de février 2009 du nouveau cadastre du bruit 2015 des CFF, les valeurs limites d'immission ne seront pas respectées la nuit aux façades des futurs bâtiments les plus proches des voies ferrées. Selon l'art. 31 de l'OPB, lorsque les valeurs limites d'immission sont dépassées, les nouvelles constructions, comprenant des locaux à usage sensible (LUS) au bruit, ne seront autorisées que si ces valeurs peuvent être respectées par :

- la disposition des LUS, sur le côté du bâtiment opposé au bruit ;
- ou des mesures de construction ou d'aménagement susceptibles de protéger le bâtiment contre le bruit.

Ainsi, les mesures suivantes, préconisées par le préavis du Service de l'air, du bruit et des rayonnements non ionisants (SABRA) du 31 mars 2009, ont été intégrées à l'EIE comme mesures à développer :

- optimiser l'organisation typologique des espaces des nouveaux bâtiments (locaux sensibles au bruit, situés à l'opposé des sources de nuisances sonores) ;
- prévoir une isolation acoustique suffisante pour l'enveloppe des nouveaux bâtiments.

Dès lors, un expert acousticien, capable de quantifier les effets du mur anti-bruit et des mesures adoptées par les architectes, sera nécessaire pour l'élaboration des demandes d'autorisation de construire.

Mur de protection en limite de propriété

Le site du projet se situe entre deux « mondes », le monde du train et celui des logements de l'Adret Pont-Rouge et de l'école. Le premier est ouvert et minéral. Le second est construit et verdoyant.

Le mur (cf. document 11.2.22) se situe à la couture de ces deux « mondes ». Il a pour objectif d'assurer la transition entre les voies CFF et le quartier et se définit par une succession d'espaces s'articulant parallèlement au chemin de fer : le mur, un jardin de végétation pionnière (plantes poussant spontanément dans les friches) ayant un rôle de rétention (gestion des eaux à ciel ouvert) et le chemin des Mérinos.

Le projet propose de faire le trait d'union de ces deux ensembles : un mur en béton brut conforme au vocabulaire des ouvrages CFF à la surface duquel figure une végétation abstraite. Ces 'Herbes Folles' se matérialisent par un béton grossièrement désactivé, propice au développement des mousses. Elles deviennent ainsi des formes vivantes dialoguant avec la végétation pionnière au pied du mur.

Ces « herbes » seront ensemencées avec différents types de mousse afin d'accélérer le processus naturel que subit n'importe quel mur remplissant les conditions nécessaires à leur développement. En fonction des variétés choisies, elles prendront différentes teintes du vert tendre au vert foncé, en passant par l'orangé.

Le mur présente un fruit et des modules à insectes et petits animaux seront insérer dans des ouvertures.

Biodiversité et paysage

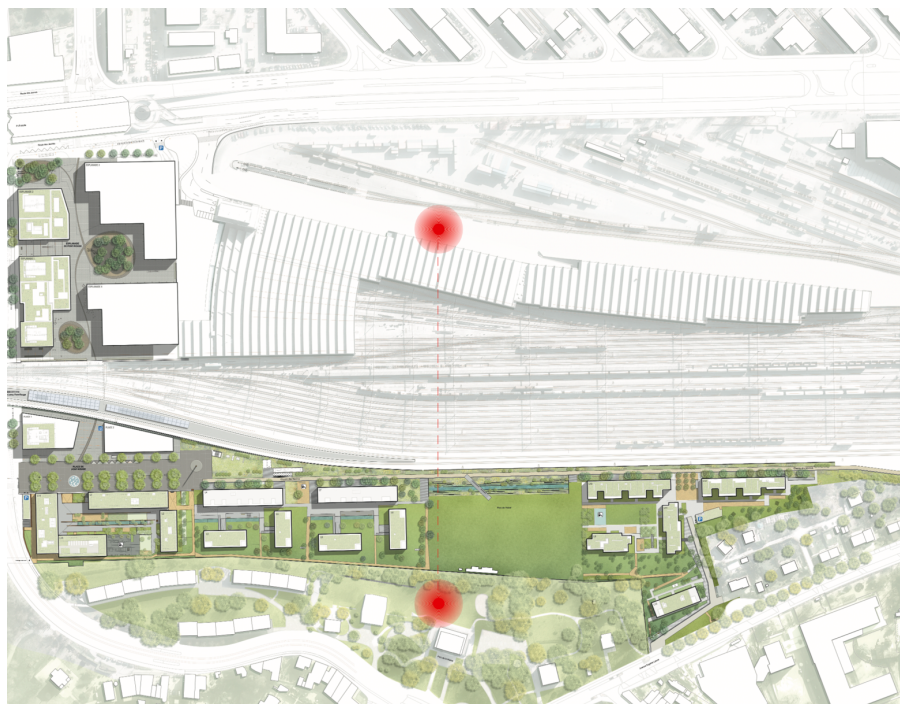
Le PLQ impose la végétalisation des toitures plates, l'absence de clôture dans les espaces extérieurs non construits, le maintien de la végétation en place, notamment celle en limite du périmètre du présent concours.

Projet de passerelle de liaison entre le Parc de la Mairie et la halle logistique des CFF

Un projet de passerelle de liaison entre le Parc de la Mairie et la halle logistique des CFF est à l'étude dans le cadre du développement des mobilités douces du PAV.

Ce projet n'étant qu'au stade de la réflexion, il n'existe aucune information quant à la position précise de cette passerelle ni par rapport aux délais de mise en œuvre.

Les concurrents sont invités à prendre en considération cette information dans le cadre de leurs réflexions sur le périmètre du concours.



Bâtiments L9 et L10

Les constructions projetées devront respecter les distances et vues droites avec les bâtiments L9 et L10.

20. PROGRAMME DES ESPACES PUBLICS ET VERTS

Le lot de l'équipement scolaire s'inscrit dans un projet global contenant 5 lots de construction et des espaces publics. Les transitions entre le lot de l'équipement scolaire et les espaces publics avoisinants sont importants pour le fonctionnement et la qualité du projet.

Les candidats, au travers de leurs propositions, devront s'exprimer sur ces transitions. Il s'agit notamment des transitions avec la voie d'accès le long des voies ferrées (Chemin des Mérinos), la promenade mobilité douce à l'arrière des bâtiments (couture Ouest) ainsi qu'avec les espaces entre les lots de construction – lesquels assumeront également une fonction importante du point de vue de la gestion des eaux.

D'une manière générale, ces espaces publics et privés devront favoriser la nature en ville, augmenter la qualité des espaces verts existants et offrir des lieux de détente et de rencontre ainsi que diminuer l'impact visuel des mesures de sécurité imposées (OPAM, bruits etc.).

Les aménagements paysagers devront mettre en valeur le groupe scolaire, apporter des espaces ombragés dans la cour d'école (ilots de fraîcheur) et offrir des espaces didactiques favorables à la biodiversité pour le groupe scolaire, et plus largement à l'échelle de l'ensemble du quartier en assurant une connectivité biologique entre les secteurs limitrophes au Nord, au Sud et à l'Ouest, ainsi qu'une complémentarité avec les espaces verts à proximité (parc de la Mairie, parc Bernasconi, halte Bachet...). Avec sa vocation initiale de parc, la Ville de Lancy porte une attention particulière à la réalisation d'une « école-jardin » dans laquelle les espaces publics sont fortement végétalisés et qui permettent d'accueillir une diversité d'usages. Une arborisation forte et adéquate répondra par ailleurs aux engagements de la Ville dans le cadre des mesures de compensation pour le CEVA (solde : env. 100 arbres).

Les principes énoncés par le « Guide d'aménagement pour la qualité des espaces libres » de la Ville de Lancy (2019) devront, tant que possible être respectés dans les projets. Pour les principes « Nature en ville » le candidat peut se référer au site suivant : http://etat.geneve.ch/dt/nature/nature_ville-274-3847.html.

Un espace de jeu sportif extérieur, idéalement muni d'un couvert doit être intégré aux espaces publics limitrophes.

21. ECONOMIE

Le Maître de l'Ouvrage s'attend, au travers du présent concours, à obtenir un projet optimal à la fois sur le plan économique et du développement durable. Le concurrent, au travers de sa proposition, devra démontrer qu'il répond à un besoin d'intérêt général public, en proposant la réalisation d'un équipement scolaire à prix abordables.

Les projets retenus pour l'attribution de prix et mentions seront analysés par un expert en économie dont les résultats seront présentés au jury pour lui permettre de procéder au classement final.

Dès lors, le candidat prendra en compte ce critère en proposant des solutions rationnelles (structure porteuse, traitement des enveloppes, organisation générale, matériaux, durabilité, etc.).

Il est rappelé que le Maître de l'Ouvrage dispose d'une enveloppe maximale de CHF 16'000'000.- HT pour les CFC 2 et 4.

III. PROGRAMME DES LOCAUX

22. DEMI-GROUPE SCOLAIRE

La recherche typologique visant à mettre à disposition un équipement scolaire aux qualités spatiales et dimensionnelles indéniables, prenant en compte le contexte urbain environnant et les aspects économiques et écologiques, est une des préoccupations majeures du Maître de l'Ouvrage.

Les concurrents devront proposer des solutions qui tiennent compte de l'adaptation de l'équipement scolaire aux besoins des futurs utilisateurs, notamment par :

- une lecture pertinente du contexte et du PLQ ;
- la relation avec les constructions en cours de réalisation ;
- une recherche de solutions constructives appropriées, en rapport avec l'évolution des technologies, des problèmes OPAM, de protection acoustique, d'économie d'énergie et des coûts de construction et d'exploitation ;
- un traitement adéquat des espaces extérieurs ;
- des aménagements judicieux de végétation, de places de dépôts, de parcours piétonniers et d'accès pour véhicules de service.

Le périmètre de l'école doit être clairement identifié, afin de faciliter la surveillance et la sécurité des élèves. Le préau est à l'usage exclusif des établissements scolaires pendant les heures d'ouverture de l'école (y compris pause de midi et les heures pendant lesquels l'accueil continu est organisé). Ils peuvent être laissés en libre accès le reste du temps.

Le préau doit être séparé des parcours motorisés (par exemple livraisons) et des chemins publics piétonniers. Le préau couvert doit être facilement accessible depuis le bâtiment.

Un espace suffisamment généreux doit être prévu devant l'entrée principale pour permettre l'accueil des élèves en toute sécurité arrivant et partant aux mêmes heures.

Un établissement scolaire de 8 classes accueille jusqu'à 160 élèves âgés de 4 à 12 ans environ. Les bâtiments scolaires doivent être conçus de façon à faciliter l'accueil des enfants souffrant d'un handicap.

L'établissement scolaire doit idéalement comporter deux étages sur rez-de-chaussée, mais il peut, si la situation l'exige, avoir un étage supplémentaire.

Les locaux scolaires doivent offrir, par leur disposition et leur aménagement, les conditions les plus favorables à la santé des enfants et à l'enseignement. Ils devront tous bénéficier d'un éclairage naturel y compris pour la salle d'éducation physique de préférence sur leurs grands côtés pour éviter l'éblouissement des joueurs lors des matches.

Tous les locaux destinés à l'enseignement ont une hauteur (vide fini) de 3 mètres au minimum, à l'exception de la salle d'éducation physique (7 mètres hors engins).

Les installations sanitaires doivent être éloignées des accès extérieurs pour faciliter leur surveillance et judicieusement repartis à chaque étage.

La salle d'éducation physique, la salle de rythmique, ainsi que tout le programme des locaux pour le parascolaire doivent bénéficier d'un accès indépendant de l'école. A noter néanmoins que la salle de rythmique est destinée aux tout petits et donc ne doit pas être séparée des salles d'études.

Le restaurant scolaire doit être localisé de telle sorte que les livraisons journalières soient aisées (idéalement de plain-pied). Les locaux sanitaires doivent être prévus à proximité des locaux cités ci-dessus pour permettre leur usage autonome pendant la fermeture de l'école.

Le nombre de repas prévisibles est d'environ 140 par jours, soit 2 services de 70 enfants.

Dans l'école il est prévu d'accueillir aussi des élèves de l'enseignement spécialisé.

Le dispositif inclusif accueillera environ 18 élèves âgés entre 4 et 12 ans, ayant des besoins éducatifs particuliers ou étant en situation de handicap.

Les élèves sont accueillis en fonction de leur trouble ou déficience (en particulier des élèves ayant des déficiences intellectuelles ou des troubles du spectre de l'autisme), mais certains dispositifs peuvent accueillir une population d'élèves plus diversifiée.

Les élèves sont encadrés par une équipe pluridisciplinaire composée d'enseignants spécialisés, d'éducateurs, de logopédistes, de psychomotriciens et de thérapeutes. L'élève est suivi de manière globale: compétences scolaires, éducatives et sociales, autonomie, développement général. L'objectif est de parvenir, dans la mesure du possible, à une réintégration dans l'enseignement régulier.

Les élèves peuvent bénéficier d'un transport scolaire entre leur lieu de domicile et celui de leur scolarité, lorsque celui-ci est nécessaire. Les repas et l'encadrement durant la pause de midi font également partie de la prise en charge de l'enseignement spécialisé.

Le nombre important de professionnels spécialisés qui interviennent avec les élèves et la diversité des prestations fournies induisent un besoin en locaux plus important que pour les élèves de l'enseignement régulier.

Il importe, pour le bon fonctionnement du dispositif, que ces locaux restent groupés.

Pour faciliter l'intégration sociale de ces élèves dans l'établissement scolaire, il conviendrait de localiser ces locaux dans une zone de l'école qui ne soit pas excentrée, ni située dans un bâtiment annexe. En revanche, l'étage dans lequel il est situé importe peu pour autant qu'il soit aisément accessible aux PMR.

Enfin, à l'instar de tous les autres élèves de l'école, les élèves ont l'accès aux mêmes infrastructures spécifiques de l'école (salle d'éducation physique, atelier du livre, salle de rythmique etc.)

Le demi-groupe scolaire de 8 classes doit comprendre :

No	ACTIVITES	Demi-groupe scolaire : 8 classes		
		Nombre	Surface (m ²)	Surface totale (m ²)
1.1	Salles d'études (y compris les classes intégrées ou les classes d'accueil)	8	80	640
1.2	Vestiaires adjacents à chaque salle d'étude (28 patères et banc continu)			
1.3	Atelier d'arts visuels de 100 m ² avec 1 local de rangement de 20 m ²	1	100+20	100+20
1.4	Salle de rythmique d'au moins 100 m ² se rapprochant du carré	1	100	100
1.5	Atelier du livre	1	80	80
1.6	Salles d'enseignement d'appui (soutien aux élèves en difficulté scolaire, travaux de groupe, cours de langue et culture d'origine, enseignement artistique délégué)	1	80	80
1.7	Salle des maîtres	1	60	60

1.8	Local de documentation et de polycopie (si possible jouxtant la salle des maîtres)	1	15	15
1.9	Local d'économat et dépôt pour les moyens audiovisuels (sous-sol)	1	30	30
1.10	Infirmier	1	15	15
1.11	Bureau de la direction	1	20	20
1.12	Bureau pour le personnel d'encadrement et de gestion (maître adjoint, éducateur)	1	20	20
1.13	Bureau pour du personnel de soutien externe (psychologue, logopédiste, etc.)	1	20	20
1.14	Salle d'éducation physique de 30 × 16 / 7 m. Cette salle doit être polyvalente et permettre le déroulement de diverses manifestations communales ou pour les habitants du quartier	1	480	480
1.15	Local matériel en lien direct avec la salle d'éducation physique, l'un pour les sociétés, l'autre pour l'école	2	80	160
1.16	Local de stockage matériel lié au caractère multifonctionnel de la salle (protection de sol, chaises, tables, scène etc.)	1	80	80
1.17	Groupe vestiaires-douches-WC pour la salle d'éducation physique	1	80	80
1.18	Vestiaires enseignants (hommes-femmes)	2	10	20
1.19	Installations sanitaires à chaque niveau (WC et lavabos distincts pour filles, garçons, personnes handicapées, et corps enseignant)			
1.20	Hall et couloirs			
1.21	Ascenseur pour le transport des personnes handicapées et pour les besoins de l'exploitation de l'école			
1.22	Local entrepôt du matériel de nettoyage	2	20	40

Programme des locaux pour l'enseignement spécialisé

2.1	Salles de soutien pédagogique (possibilité de partager en deux par du mobilier)	2	40	80
2.2	Salle d'activités créatrices (qui peut être partagée en deux par du mobilier)	1	40	40
2.3	Bureau	1	20	20

2.4	Salle à manger	1	40	40
2.4	Installations sanitaires à proximité mais à usage exclusif (WC et lavabos distincts pour filles, garçons et corps enseignant, ainsi qu'un local sanitaire pour personnes handicapées avec douche)			

Aménagements extérieurs

3.1	1 ou 2 préaux couverts, à raison de 20 m ² par salle d'étude			160
3.2	1 ou 2 préaux non couverts, à raison de 120 m ² par salle d'étude, avec des surfaces de jeux et d'exercices en plein air, proposer un concept vert avec de préférence peu d'espaces en béton/bitume			960
3.3	Espace de jeux sportifs idéalement munis d'un couvert selon le projet développé			
3.4	Espaces pour vélos couverts et non couverts selon les prescriptions en vigueur			

Locaux supplémentaires

4.1	Salles pour les activités parascolaires (accueil du matin, activités surveillées, local de détente pour le restaurant scolaire)	2	40	80
4.2	Local pour les activités des habitants du quartier, divisible en 2 ou 3 parties	1	150	150
4.3	Restaurant scolaire (sans cuisine de production, avec cuisine de régénération) et ses locaux annexes	1	140	140
4.4	Cuisine de régénération : - Zone préparation (four steamer et plaques de cuisson avec hotte / deux grands frigos / plan de travail) ; - Zone de lavage avec machine et rangements vaisselle ; - Zone de service avec comptoir (self-service) sur réfectoire ; - Accès pour livraisons des repas.	1	40	40
4.5	Cuisine de production pour petits événements qui puisse distribuer à la fois la salle de gym polyvalente et les locaux 4.2	1	20	20
4.5	Appartement pour le concierge	1	100	100
4.6	Locaux vestiaires pour le personnel de nettoyage	2	20	40

4.7	Local spécifique pour la gestion des déchets (concept école lancéenne), idéalement avec une position centrale et à proximité d'une sortie	1	15	15
4.8	Locaux aménagés pour accueillir des groupes de musique (isolation phonique renforcée, ventilation etc)	4 à 6	25	100 à 150

La commission des concours et mandats d'étude parallèles a examiné le programme. Il est conforme au règlement des concours d'architecture et d'ingénierie SIA 142, édition 2009. Dans le respect des directives actuelles de la COMCO, l'examen de conformité au règlement SIA 142 n'a pas porté sur les dispositions prévues en matière d'honoraires de ce programme.

IV. ABREVIATIONS

AIMP	: Accord sur les Marchés Publics
CET	: Concept énergétique territorial
EES	: Evaluation environnementale stratégique
EPFL/Z	: Écoles Polytechniques Fédérales de Lausanne/Zurich
EIE	: Etude d'impact sur l'environnement
HES	: Hautes Ecoles Spécialisées
E/IAUG	: Ecole/Institut d'Architecture de l'Université de Genève
ITAP	: Instructions techniques pour la construction d'abris
LEX	: Liaison ferroviaire souterraine Léman Express
LUS	: Locaux à usage sensible
MEP	: Mandats d'étude parallèles
PAV	: Praille-Acacias-Vernets
PLQ	: Plan localisé de quartier
CFC	: Code des frais de construction
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
OPAM	: Ordonnance sur la protection contre les accidents majeurs
OPB	: Ordonnance sur la protection contre le bruit
REG	: Registre des Architectes et Ingénieurs
RGL	: Règlement d'application de la loi générale sur le logement et la protection des locataires
RSFP	: Règlement relatif aux places de stationnement sur fonds privé
SIMAP	: Système d'information sur les marchés publics
ZD3	: Zone de développement 3
LPE	: Loi sur la protection de l'environnement
AEAI	: Association des établissements cantonaux d'assurance incendie
OAC	: Office des autorisations de construire
DT	: Département du Territoire
DIP	: Département de l'instruction publique, de la culture et du sport
FPLC	: Fondation pour la promotion du logement bon marché et de l'habitat coopératif
OCIRT	: Office cantonal de l'inspection et des relations du travail
OFEV	: Office Fédéral de l'environnement
OCLPF	: Office cantonal du logement et de la planification foncière
PAR	: Direction des plans d'affectation et requêtes
SABRA	: Service de l'air, du bruit et des rayonnements non ionisants
SEIE	: Service d'étude de l'impact sur l'environnement
SEN	: Service de l'environnement des entreprises
SIA	: Société suisse des ingénieurs et des architectes